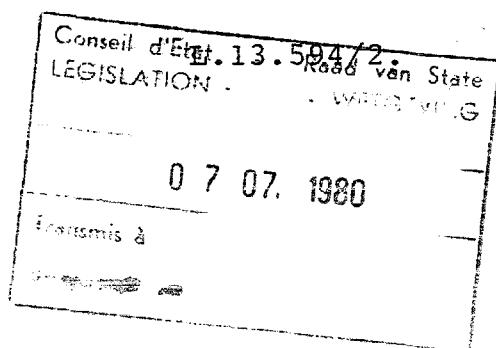




ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense nationale, le 11 avril 1980, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie, notamment en ce qui concerne le personnel féminin, et modifiant certaines autres dispositions législatives", a donné le 2 juin 1980 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 11e april 1980 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Landsverdediging, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht, inzonderheid wat het vrouwelijk personeel betreft, en tot wijziging van sommige andere wetsbepalingen", heeft de 2e juni 1980 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Selon la phrase liminaire de son exposé des motifs, le projet "vise à permettre l'admission de personnel féminin au sein du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie".

En effet, si la loi du 2 décembre 1957, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 29 décembre 1975, prévoit, en son article 11, § 2, que "le personnel du corps opérationnel (de la gendarmerie) est composé d'hommes et de femmes ...", elle ajoute, en son article 12, que le statut du personnel féminin "fait l'objet d'une loi particulière". C'est pourquoi les dispositions introduites par la loi du 29 décembre 1975 n'ont pu être exécutées jusqu'ici.

La question fondamentale que soulève le projet et à laquelle l'exposé des motifs consacre d'ailleurs de longs développements, est celle de sa conformité aux "normes actuelles du droit national et international", c'est-à-dire essentiellement aux normes qui consacrent le principe d'égal accès des hommes et des femmes aux fonctions publiques : l'article 6 de la Constitution, l'article 3 de la Convention sur les droits politiques de la femme, conclue à New-York le 31 mars 1953 et approuvée par la loi du 19 mars 1964, ainsi que le titre V de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique.

.../...

En ce qui concerne le statut, le projet ne contient pas de dispositions propres au personnel féminin. Il en résulte que ce personnel sera régi par les mêmes règles que le personnel masculin, ce qui correspond à l'intention exprimée par le Gouvernement dans l'exposé des motifs (p. 7) (1).

Par contre, en ce qui concerne l'accès aux emplois, pour des motifs dont la pertinence sera discutée plus loin, le Gouvernement a, suivant l'exposé des motifs (p. 14), choisi de maintenir la limitation du nombre de femmes admissibles au sein du corps opérationnel de la gendarmerie, telle que cette limitation résultait déjà de l'article 13, § 1er, de la loi du 2 décembre 1957, depuis la modification de cette disposition par la loi du 29 décembre 1975. Il propose au surplus d'habiliter le Roi à "augmenter ... les maxima" ainsi fixés (article 18 du projet). Ainsi, à aptitudes égales, moins de femmes que d'hommes auraient accès, de par le projet lui-même, au corps opérationnel de la gendarmerie.

En soi, un tel numerus clausus a un caractère discriminatoire incompatible avec le principe d'égalité consacré par les textes cités ci-dessus. Il n'aurait toutefois

.../...

(1) Néanmoins le projet laisse subsister la disposition de l'article 12 reproduite plus haut, selon laquelle le statut du personnel féminin "fait l'objet d'une loi particulière". Le fait que le projet ne modifie ni n'abroge cette disposition risque de créer une incohérence qu'il conviendra d'éliminer.

pas un tel caractère s'il était démontré que les chiffres maximums retenus l'ont été sur base de critères autres que la seule différence de sexes (1).

A. Quant à l'incompatibilité du numerus clausus avec le principe d'égalité, à défaut de critères objectifs justifiant la limitation du nombre des emplois réservés à des femmes.

Tout en maintenant dans le projet une différence de traitement entre les hommes et les femmes, le Gouvernement estime avoir élaboré un projet qui ne s'écarte pas des normes constitutionnelles, internationales et législatives qui ont consacré jusqu'ici le principe de l'égalité d'accès des femmes et des hommes aux fonctions publiques. La portée que l'exposé des motifs assigne à ces normes appelle toutefois des réserves :

1. Ainsi que le Conseil d'Etat, section d'administration, en a décidé dans les arrêts MASIP et Office national de l'emploi cités ci-dessus, "le principe de l'égalité des sexes se trouve compris dans le champ d'application de l'article 6 de la Constitution", avec la conséquence que, pour n'être pas contraire à la Constitution, une différence de traitement entre hommes et femmes doit se fonder "sur des différences objectives autres que la différence des sexes".

.../...

(1) Conseil d'Etat, arrêts n°s 16.303 du 15 mars 1974, MASIP; 16.305 du 15 mars 1974, Office national de l'emploi; 16.860 du 5 février 1975, Office national de l'emploi; voir aussi, sur le principe d'égalité en général, les arrêts n°s 18.916 du 19 avril 1978, Fédération belge des négociants-détaillants en combustibles et 19.524 du 23 mars 1979, LUYTEN.

2. La Convention sur les droits politiques de la femme, conclue à New-York le 31 mars 1953 et approuvée par la loi du 19 mars 1964, dispose comme suit en son article 3 :

"Les femmes auront, dans des conditions d'égalité, le même droit que les hommes d'occuper tous les postes publics et d'exercer toutes les fonctions publiques établies en vertu de la législation nationale, sans aucune discrimination".

Contrairement à ce que l'exposé des motifs croit, à tort, pouvoir déduire de l'avis donné le 12 janvier 1978 par le Conseil d'Etat, section d'administration (1), cette disposition est directement applicable dans l'ordre juridique interne. Cependant, après avoir analysé les travaux préparatoires de la loi d'assentiment du 19 mars 1964, le même avis donne de l'article 3 de la Convention une interprétation qui "coïncide avec celle que reçoit , en Belgique, l'article 6 de la Constitution".

3. Suivant l'article 3.1 de la directive du 9 février 1976, adoptée par le Conseil des Ministres de la Communauté européenne (J.O. n° L.39/ 41) :

"L'application du principe de l'égalité de traitement implique l'absence de toute discrimination fondée sur le sexe dans les conditions d'accès, y compris les critères de sélection, aux emplois ou postes de travail, quel qu'en soit le secteur ou la branche d'activité et à tous les niveaux de la hiérarchie professionnelle".

.../...

(1) Publié dans Administration publique M. 1977-1978, p. 87.

La rigueur de la règle ainsi énoncée est toutefois tempérée par les dispositions de l'article 2 de la même directive, notamment au point 2 :

"La présente directive ne fait pas obstacle à la faculté qu'ont les Etats membres d'exclure de son champ d'application des activités professionnelles et, le cas échéant, les formations y conduisant, pour lesquelles, en raison de leur nature et des conditions de leur exercice, le sexe constitue une condition déterminante".

Par son titre V, la loi du 4 août 1978 de réorientation économique a eu "pour objet la mise en oeuvre de cette directive dans notre pays ..." (1).

S'il pouvait subsister un doute quant à la compétence du Conseil des Ministres de la C.E.E. pour étendre le champ d'application de la directive du 9 février 1976 aux emplois de l'ensemble du secteur public, le législateur belge, en rendant le titre V de la loi du 4 août 1978 expressément applicable à ce secteur (2), a privé cette question d'intérêt pratique.

Pour énoncer les cas dans lesquels des dérogations à l'égalité d'accès aux emplois sont encore permises, l'article 122, alinéa 1er, de la loi du 4 août 1978 recourt à une formulation manifestement inspirée de l'article 2.2 de la directive :

.../...

(1) Exposé des motifs, Sénat 1977-1978, doc. n° 415/1, p. 67.

(2) Voir notamment les articles 117 et 122, alinéa 2, et l'exposé des motifs, p. 69.

"Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, fixer les cas dans lesquels il pourra être fait mention du sexe dans les conditions d'accès à un emploi ou à une activité professionnelle pour lesquels, en raison de la nature ou des conditions de leur exercice, le sexe constitue une condition déterminante".

On retiendra que, suivant cette formulation, la dérogation est liée à la nature ou aux conditions d'exercice de l'emploi ou de l'activité professionnelle envisagés. Certes, le législateur peut décider lui-même une semblable dérogation, mais, pour le faire en conformité de l'article 6 de la Constitution et de l'article 3 de la Convention de New-York, ainsi que pour rester en harmonie avec l'article 122, alinéa 1er, de la loi du 4 août 1978, il doit désigner - ou habilitier le Roi à désigner - avec précision les emplois ou les activités professionnelles "pour lesquels, en raison de leur nature ou des conditions de leur exercice, le sexe constitue une condition déterminante".

B. Quant aux raisons invoquées dans l'exposé des motifs du projet.

1. On lit ce qui suit dans l'exposé des motifs à propos de l'article 18 du projet (p. 14) :

"Pour la gendarmerie, il a été estimé préférable de confirmer l'article 13, § 1er, de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, comme modifiée par celle du 29 décembre 1975, en y insérant deux nouveaux alinéas.

Cette confirmation est devenue nécessaire depuis l'annulation par l'article 130 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique de toutes les dispositions contraires aux dispositions de cette loi".

.../...

Sans qu'il soit besoin d'examiner si l'article 130 de la loi du 4 août 1978 a effectivement la portée exceptionnelle d'annuler - et non seulement d'abroger de manière implicite, conformément au droit commun - les dispositions législatives antérieures qui lui seraient contraires et s'il y a effectivement contrariété en l'espèce, il suffit ici de constater que le Gouvernement considère lui-même le paragraphe 1er de l'article 13 de la loi du 2 décembre 1957 comme contraire à la loi du 4 août 1978.

Ce paragraphe dispose comme suit en son alinéa 1er :

"Les effectifs du corps opérationnel de la gendarmerie comprennent au maximum : 790 officiers dont 40 femmes et 14.600 membres du personnel au-dessous du rang d'officier dont 600 femmes".

La réforme réalisée par la loi du 29 décembre 1975, dont cette disposition procède, s'inspire de l'idée que certaines missions de la gendarmerie requièrent des qualifications et des aptitudes que la femme posséderait "à un degré nettement plus élevé que l'homme". Les femmes devraient dès lors se voir réserver certaines tâches que le Ministre de la Défense nationale caractérisait de la manière suivante :

- l'application, au niveau de la police, de la législation sur la protection de la jeunesse;
- la prévention de la délinquance juvénile;

.../...

- la constatation des infractions commises par des femmes ou des mineurs d'âge, ainsi que les enquêtes qui s'y rapportent;
- le transfert de femmes et d'enfants par ordre de justice (1).

Sans doute est-ce seulement par la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et au statut du personnel des forces armées (article 47), que le Roi a été habilité à déterminer "les fonctions que le personnel féminin peut exercer". Cela s'explique par le fait que le législateur entendait régler cette question pour l'ensemble des forces armées, alors que la loi du 29 décembre 1975 se rapportait à la seule gendarmerie. Il n'en ressort pas moins des travaux préparatoires de cette dernière loi, et en particulier du passage relaté ci-dessus du rapport de la commission de la Défense nationale du Sénat, qu'en votant la loi du 29 décembre 1975, le législateur avait en vue une corrélation entre le nombre des femmes susceptibles d'être admises dans le corps opérationnel de la gendarmerie et le nombre des emplois pour lesquels leur sexe pouvait être présumé leur donner une qualification particulière; ou, à l'inverse, le nombre des emplois qui devaient être réservés à des hommes.

En d'autres termes, les chiffres mentionnés à l'article 13, § 1er, alinéa 1er, apparaissent, dans l'économie de la loi du 29 décembre 1975, comme le résultat d'une évaluation

.../...

(1) Rapport fait au nom de la commission de la Défense nationale du Sénat par M. LECLUYSE (Sénat 1974-1975, doc. n° 627/2, p. 5).

forfaitaire du nombre des emplois "pour lesquels, en raison de leur nature ou des conditions de leur exercice, le sexe constitue une condition déterminante", ce qui, avant la lettre, répond à l'interprétation que le législateur donnera, dans la loi du 4 août 1978, du principe d'égalité d'accès aux fonctions des secteurs public et privé.

2. Le projet supprime la corrélation établie en 1975 pour le motif qu'"en réalité, cette disposition (c'est-à-dire l'article 47 de la loi du 13 juillet 1976) s'est avérée inexecutable en raison de l'impossibilité de déterminer a priori dans une disposition légale ou réglementaire une liste exhaustive des fonctions qui peuvent ou ne peuvent pas être exercées par du personnel féminin" (1).

Suivant l'exposé des motifs du projet (p. 10) :

"Il appartiendra donc au commandement de la gendarmerie et aux autorités militaires de veiller, en vue de sauvegarder le bon fonctionnement des unités et la mise en place progressive du personnel féminin, de ne pas ou pas encore affecter des membres du personnel féminin pour certaines unités ou de n'y affecter qu'un nombre restreint".

Il est donc évident - et le Gouvernement en convient lui-même, comme on l'a relevé - que le projet n'est pas en harmonie avec la loi du 4 août 1978 et qu'il ne l'est par conséquent pas non plus avec le principe d'égalité tel qu'il a été interprété le plus récemment par le législateur, en conformité, d'ailleurs, de la directive du 9 février 1976 du Conseil des Ministres de la C.E.E., ainsi que d'une jurisprudence unanime.

.../...

-
- (1) Exposé des motifs, p. 6. En page 10, l'exposé des motifs, relevant le "lien direct" que l'article 122 de la loi du 4 août 1978 prévoit entre, d'une part, "l'emploi" ou "l'activité professionnelle" et, d'autre part, "les conditions d'accès", énonce que, pour cette raison, cet article est "inadéquat comme fondement de la politique gouvernementale".

3. La difficulté de dresser une liste "des fonctions qui peuvent ou ne peuvent pas être exercées par du personnel féminin" n'est pas contestable, compte tenu des facteurs d'incertitude qui, suivant l'exposé des motifs, procèdent des effets conjugués de la polyvalence des emplois au sein des unités dont se compose le corps opérationnel de la gendarmerie et du manque d'expérience, en Belgique et à l'étranger, quant à "l'effet psychologique qui se dégage(ra)it) des confrontations violentes ainsi (qu'aux) réactions possibles à l'intervention policière des personnes impliquées" (1), à supposer que des femmes soient chargées de telles missions.

Si toutefois l'établissement de cette liste, même à titre expérimental, était vraiment rendu impossible par la polyvalence des emplois au sein des unités du corps opérationnel de la gendarmerie, il faudrait en conclure que tous les emplois devraient être réservés à des hommes, ce que le projet ne propose pas. Par ailleurs, dans la même hypothèse, comment le commandement de la gendarmerie pourrait-il, sans arbitraire, procéder à l'affectation de membres du personnel féminin à des emplois qui n'auraient pas, au préalable, été désignés ou simplement considérés par lui comme ne devant pas être réservés à du personnel masculin ? Or l'intention du Gouvernement est de confier au commandement de la gendarmerie le soin de procéder à de telles affectations (2).

.../...

(1) Exposé des motifs, p. 8.

(2) Voir le passage de l'exposé des motifs (p. 10) cité ci-dessus.

Dans l'exposé des motifs, le Gouvernement tente de donner une base objective au système qu'il entend maintenir. Il fait notamment valoir que "si l'effet psychologique qui se dégage des confrontations violentes ainsi que les réactions possibles à l'intervention policière des personnes impliquées sont connus en ce qui concerne le personnel masculin, ce n'est pas du tout le cas en ce qui concerne le personnel féminin". Le Gouvernement déclare également "que confrontée à des actions violentes, la vigueur physique d'une entité masculine ... reste toujours supérieure à celle d'une entité exclusivement féminine".

En s'exprimant ainsi, le Gouvernement se réfère non sans doute à l'ensemble des fonctions correspondant à un emploi, mais du moins à des missions ou tâches déterminées. Comme il ressort des considérations développées ci-dessus, c'est exclusivement en se fondant sur la nature ou les conditions d'exercice de l'activité que l'autorité compétente peut établir des règles différentes pour les hommes et pour les femmes.

Mais les raisons invoquées dans l'exposé des motifs ont un caractère si vague qu'elles ne sont aucunement de nature à justifier le système du projet.

Pour établir un système cohérent qui soit compatible avec le principe de l'égalité des sexes, il est nécessaire d'effectuer un examen des diverses tâches qu'il y a lieu de distinguer dans les missions de la gendarmerie et de

.../...

déterminer, sur base de critères objectifs, celles qui peuvent indifféremment être confiées à des femmes ou à des hommes, celles qu'il y a lieu de réserver à des hommes et celles qu'il y a lieu de réserver à des femmes. Si difficile que soit cet examen des tâches, il est indispensable pour permettre le respect du principe de l'égalité des sexes dans un système où les membres du personnel de l'un et l'autre sexe ne sont pas admis en nombre égal.

Il ressort des articles 67 et 78 de la Constitution que si le législateur ne doit pas établir toutes les dispositions requises par l'ordonnancement juridique d'une matière déterminée et si, après avoir fixé les normes fondamentales, il peut laisser à des règlements la mise en oeuvre de celles-ci, c'est au Roi qu'appartient le pouvoir de prendre ces règlements.

Telle est d'ailleurs l'attribution de compétence qui résulte de l'article 122 de la loi du 4 août 1978. Elle permettra d'apporter à l'intégration des femmes dans le corps opérationnel de la gendarmerie la souplesse et la progressivité que le Gouvernement juge souhaitables et qui justifient que le législateur ne détermine pas lui-même les emplois qui devraient être réservés aux membres du personnel de l'un et de l'autre sexe. Le projet devra donc être revu sur ce point.

Les observations qui précèdent valent naturellement, par identité de motifs, pour l'ensemble des forces armées (article 19 du projet).

II. Suivant l'article 11, § 3, en projet (article 6 du projet) :

"Tous les candidats doivent être porteurs d'un diplôme ou certificat d'études moyennes du degré inférieur ou d'études équivalentes. Le Ministre de la Défense nationale fixe l'équivalence des diplômes et certificats d'études visés au présent paragraphe".

Déjà dans son avis L. 13.280/2 du 28 février 1979 sur le projet d'arrêté royal relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, le Conseil d'Etat a signalé que le recours à la seule notion de diplôme ou de certificat "d'études moyennes du degré inférieur" n'était pas en concordance avec les structures de l'enseignement secondaire telles que celles-ci résultent de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire et de l'arrêté royal du 30 juillet 1976 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

L'avis formulait notamment les considérations suivantes :

"Certes, le cycle inférieur de trois années d'études subsiste dans la mesure où subsiste l'enseignement secondaire traditionnel, désormais dénommé "enseignement secondaire de type II" (Voir l'arrêté royal précité du 30 juillet 1976, notamment l'article 26, § 1er). Cependant, l'enseignement rénové, dénommé "enseignement secondaire de type I", prévu par la loi du 19 juillet 1971 et organisé successivement par l'arrêté royal du 31 juillet 1975 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, puis par l'arrêté royal déjà cité du 30 juillet 1976, "se compose de trois degrés de deux ans" (loi du 19 juillet 1971, article 2, § 1er).

.../...

Ces deux types d'enseignement coexistent. Aux termes de l'article unique de l'arrêté ministériel du 5 janvier 1976 relatif aux établissements d'enseignement secondaire de l'Etat : "Dans les établissements d'enseignement secondaire de type II existant au 1er septembre 1975, la structure de l'enseignement sera modifiée progressivement d'année en année pour être rendue conforme aux dispositions des articles 2 et 4 de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, et ce à partir de l'année scolaire 1978-1979 au plus tard". Par contre, il ressort des travaux préparatoires de la loi du 19 juillet 1971 que "le législateur n'a nullement entendu imposer à l'enseignement subventionné le régime de l'enseignement secondaire rénové" (Conseil d'Etat, arrêt n° 18.939 du 27 avril 1978, en cause MARCO et VANDENDOREN)".

Il n'entre certainement pas dans les intentions du Gouvernement de réserver des traitements différents aux candidats qui ont suivi respectivement l'enseignement secondaire de type I et l'enseignement secondaire de type II, alors surtout que cette différence de traitement serait contraire au "pacte scolaire" puisque l'enseignement secondaire de type II ne subsistera bientôt plus que dans l'enseignement subventionné.

Sans doute, suivant le projet, le Ministre de la Défense nationale peut-il rendre certains diplômes ou certificats d'études équivalents au diplôme ou au certificat d'études moyennes du degré inférieur. La discrimination relevée n'en subsiste pas moins entre les deux types d'enseignement dont l'un seulement (le type II) délivrerait des certificats valables de plein droit, par le seul effet de la loi en projet. C'est au législateur lui-même qu'il appartient de désigner le certificat de l'enseignement secondaire de type I qui permettra aux candidats qui ont suivi

ce type d'enseignement d'être admis aux cycles de formation de sous-officier d'élite ou de sous-officier subalterne.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 2.

Le membre de phrase : "modifiant la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif de la gendarmerie et certaines autres dispositions législatives" doit être supprimé.

La même observation vaut pour l'article 15 du projet.

Article 3.

A l'alinéa 1er du paragraphe 2 proposé, il convient de remplacer les mots "comme prévu" par "conformément".

Le second alinéa de ce paragraphe pourrait être rédigé comme suit :

"Le Roi détermine les règles applicables en cas d'échec à cette épreuve".

.../...

Article 6.

Cet article doit être revu pour les raisons indiquées dans l'observation générale n° II.

Article 9.

Au 2° du texte français de l'article 20bis en projet, il convient d'écrire " ... si l'intéressé ...".

Article 11.

De l'accord de l'officier délégué, le texte suivant est proposé pour l'article 34bis en projet :

"Article 34bis.-

La perte de la nationalité belge n'entraîne le retrait définitif de l'emploi que dans les conditions fixées par l'article 20bis".

.../...

Article 13.

A l'article 54octies en projet, il serait plus heureux et plus conforme au texte néerlandais d'écrire, dans la version française,

"Le membre du personnel féminin qui est en état de grossesse ou qui allaite son enfant ne peut pas effectuer de travail supplémentaire".

Article 15.

Il serait plus heureux et plus conforme au texte néerlandais d'écrire, dans la version française,

"§ 5. Le membre du personnel féminin auquel son emploi ou la qualité d'élève ... (la suite comme au projet)".

+

Il serait préférable de rédiger l'intitulé du chapitre II comme suit :

"Modification à d'autres dispositions".

+

.../...

Article 16.

Le Conseil d'Etat croit devoir rappeler qu'ainsi qu'il l'observait dans son avis L.12.912, " ... la référence à la date du 6 mai 1888 paraît dépourvue de toute portée utile".

Articles 18 et 19.

Ces articles doivent être revus pour les raisons indiquées dans l'observation générale n° I.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Volgens de eerste alinea van de memorie van toelichting moet het ontwerp "het mogelijk maken vrouwen op te nemen in het operationeel korps van de rijkswacht".

De wet van 2 december 1957, zoals zij is gewijzigd bij de wet van 29 december 1975, bepaalt immers wel in artikel 11, § 2 : "Het personeel van het operationeel korps (van de rijkswacht) omvat mannen en vrouwen ...", maar voegt daar in artikel 12 aan toe dat het statuut van het vrouwelijk personeel het voorwerp uitmaakt "van een bijzondere wet". Daar ligt dan ook de reden waarom de door de wet van 29 december 1975 ingevoegde bepalingen tot dusver niet konden worden uitgevoerd.

De grondvraag die ter zake van het ontwerp rijst en waarover de memorie van toelichting breed uitvoerig uitweidt, betreft de overeenstemming van de ontworpen wet met de "bestaande nationaalrechtelijke en internationaalrechtelijke normen", dit wil zeggen essentieel de normen die het beginsel huldigen dat mannen en vrouwen gelijke toegang hebben tot openbare ambten : artikel 6 van de Grondwet, artikel 3 van het Verdrag betreffende de politieke rechten van de vrouw, gesloten te New York op 31 maart 1953 en goedgekeurd bij de wet van 19 maart 1964, en titel V van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering.

Bepalingen over het statuut die eigen zouden zijn aan het vrouwelijk personeel bevat het ontwerp niet. Vrouwelijk

.../...

en mannelijk personeel zullen dus onder dezelfde regels vallen, hetgeen beantwoordt aan de bedoeling welke de Regering in de memorie van toelichting te kennen geeft (blz. 7) (1).

Wat daarentegen de toegang tot de ambten betreft, heeft de Regering, volgens de memorie van toelichting (blz. 14), om hierna te bespreken redenen er de voorkeur aan gegeven de beperking van het aantal tot het operationeel korps van de rijkswacht toe te laten vrouwen te handhaven zoals die reeds volgde uit artikel 13, § 1, van de wet van 2 december 1957 sedert die bepaling gewijzigd is door de wet van 29 december 1975. De Regering stelt bovendien voor, de Koning te machtigen om de aldus bepaalde "maxima" te "verhogen" (artikel 18 van het ontwerp). Bij gelijke geschiktheid zouden dus uit kracht van de ontwerp-wet zelf minder vrouwen dan mannen toegang hebben tot het operationeel korps van de rijkswacht.

Op zichzelf houdt een zodanige numerus clausus een discriminatie in die onbestaanbaar is met het door de hiervoren aangehaalde teksten gehuldigde gelijkheidsbeginsel. Niet discriminerend zou een dergelijk procédé zijn indien werd aangetoond

.../...

-
- (1) Niettemin laat het ontwerp de hiervoren aangehaalde bepaling van artikel 12 volgens welke het statuut van het vrouwelijk personeel het voorwerp uitmaakt "van een bijzondere wet", bestaan. Het niet wijzigen of opheffen van die bepaling dreigt tot een onsamenvangende regeling te leiden, waaraan iets gedaan zal moeten worden.

dat de maximumcijfers aangenomen zijn op grond van andere maatstaven dan alleen maar het verschil van geslacht (1).

A. Over de onbestaanbaarheid van de numerus clausus met het gelijkheidsbeginsel, bij gemis van objectieve maatstaven die de beperking van het aantal voor vrouwen bestemde ambten wettigen.

Ofschoon een verschillende behandeling van mannen en vrouwen gehandhaafd blijft, meent de Regering een ontwerp te hebben opgemaakt dat niet afwijkt van de grondwettelijke, internationale en wettelijke normen die tot dusver het beginsel van de gelijke toegang van mannen en vrouwen tot openbare ambten huldigen. Bij de strekking welke de memorie van toelichting aan die normen toeschrijft, is evenwel voorbehoud te maken :

1. Zoals de Raad van State, afdeling administratie, beslist heeft in de hiervoren aangehaalde arresten MASIP en Rijksdienst voor arbeidsvoorziening, ligt "het beginsel van de gelijkheid der geslachten binnen de werkingssfeer van artikel 6 van de Grondwet", zodat een verschillende behandeling van mannen en vrouwen, wil zij niet in strijd zijn met de Grondwet, gegrond moet zijn op "andere objectieve verschillen dan alleen maar het verschil in geslacht".

.../...

(1) Raad van State, arresten nrs 16.303 van 15 maart 1974, MASIP; 16.305 van 15 maart 1974, Rijksdienst voor arbeidsvoorziening; 16.860 van 5 februari 1975, Rijksdienst voor arbeidsvoorziening; zie ook over het gelijkheidsbeginsel in het algemeen, arresten nrs 18.916 van 19 april 1978, Belgische federatie der kleinhandelaars in brandstoffen en 19.524 van 23 maart 1979, LUYTEN.

2. Het Verdrag betreffende de politieke rechten van de vrouw, gesloten te New York op 31 maart 1953 en goedgekeurd bij de wet van 19 maart 1964, bepaalt in artikel 3 :

"Vrouwen hebben op gelijke voet met de mannen en zonder enige discriminatie hetzelfde recht als de mannen om alle openbare betrekkingen te bekleden en om alle openbare ambten uit te oefenen die in de nationale wetgeving zijn voorzien".

In tegenstelling met hetgeen de memorie van toelichting, ten onrechte, meent te kunnen afleiden uit het advies d.d. 12 januari 1978 van de Raad van State, afdeling administratie (1), is deze bepaling rechtstreeks van toepassing in de interne rechtsorde. Na een ontleding van de parlementaire voorbereiding van de instemmingswet van 19 maart 1964, geeft dat advies aan artikel 3 van het Verdrag echter een interpretatie die samenvalt met die welke in België aan artikel 6 van de Grondwet wordt gegeven.

3. Artikel 3.1 van de richtlijn van 9 februari 1976 van de Raad van Ministers van de Europese Gemeenschap (publicatieblad nr L. 39/41) bepaalt :

"De toepassing van het beginsel van gelijke behandeling houdt in dat iedere vorm van discriminatie is uitgesloten op grond van geslacht voor wat betreft de toegangsvoorwaarden, met inbegrip van de selectiecriteria, tot beroepen of functies, ongeacht de sector of de bedrijfstak, en tot alle niveaus van de beroepshiërarchie".

.../...

(1) Gepubliceerd in "Administration publique" M. 1977-1978, blz. 87.

Deze strakke regel wordt echter verzacht door het bepaalde in artikel 2 van dezelfde richtlijn, inzonderheid punt 2 :

"Deze richtlijn vormt geen belemmering voor de bevoegdheid van de Lid-Staten om beroepsactiviteiten van de toepassing hiervan uit te sluiten en, in voorkomend geval, de hiervoor noodzakelijke opleidingen, waarvoor vanwege hun aard of de voorwaarden voor de uitoefening ervan, het geslacht een bepalende factor is".

Met haar titel V bedoelde de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering die richtlijn in ons land toepassing te doen vinden (1).

Kon er nog twijfel bestaan over de bevoegdheid van de Raad van Ministers van de E.E.G. om de werkingssfeer van de richtlijn van 9 februari 1976 uit te breiden tot de betrekkingen van de gehele overheidssector, de Belgische wetgever heeft, door titel V van de wet van 4 augustus 1978 uitdrukkelijk op die sector toepasselijk te verklaren (2), aan die kwestie alle praktisch belang ontnomen.

Voor het bepalen van de gevallen waarin nog mag worden afgeweken van de gelijkheid inzake toegang tot ambten, werktartikel 122, eerste lid, van de wet van 4 augustus 1978 met een formulering waarvan de bron kennelijk artikel 2.2 van de richtlijn is :

.../...

(1) Memorie van toelichting, Senaat 1977-1978, gedr. st. nr 415/1, blz. 67.

(2) Zie onder meer de artikelen 117 en 122, tweede lid, en de memorie van toelichting, blz. 69.

"De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, de gevallen bepalen waarin melding kan worden gemaakt van het geslacht in de toegangsvoorwaarden van een betrekking of een beroepsactiviteit waarvoor het geslacht een doorslaggevende voorwaarde vormt wegens de aard of de uitoefeningsvoorwaarden ervan".

Te onthouden valt dat de afwijking volgens die formulering gekoppeld is aan de aard of aan de voorwaarden inzake uitoefening van de bedoelde betrekking of beroepsactiviteit. De wetgever kan weliswaar zelf tot een zodanige afwijking besluiten, maar, als hij dat wil doen conform artikel 6 van de Grondwet en artikel 3 van het Verdrag van New York, en in overeenstemming wil blijven met artikel 122, eerste lid, van de wet van 4 augustus 1978, moet hij zelf - of moet de daartoe te machtigen Koning - nauwkeurig de betrekkingen of de beroepsactiviteiten vermelden "waarvoor het geslacht een doorslaggevende voorwaarde vormt wegens de aard of de uitoefeningsvoorwaarden ervan".

B. Over de redenen welke de memorie van toelichting aanvoert.

1. In verband met artikel 18 van het ontwerp zegt de memorie van toelichting (blz. 14) :

"Voor de rijkswacht werd verkozen artikel 13, § 1 van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, zoals het werd gewijzigd door deze van 29 december 1975 te bevestigen door middel van de invoeging in dit artikel van twee nieuwe leden. Deze bevestiging is noodzakelijk geworden sinds artikel 130 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering de nietigheid heeft gesteld van alle met deze wet strijdige bepalingen".

.../...

Daargelaten of artikel 130 van de wet van 4 augustus 1978 inderdaad de uitzonderlijke draagwijdte heeft dat het de vroegere met die bepaling strijdige wetsbepalingen nietig maakt - en niet alleen stilzwijgend opheft, overeenkomstig het gemeen recht - en of er in dit geval werkelijk strijdigheid is, kan hier worden volstaan met vast te stellen dat de Regering zelf paragraaf 1 van artikel 13 van de wet van 2 december 1957 strijdig acht met de wet van 4 augustus 1978.

Het eerste lid van die paragraaf luidt :

"De effectieven van het operationeel korps van de rijkswacht omvatten ten hoogste : 790 officieren waarvan 40 vrouwen en 14.600 personeelsleden beneden de rang van officier waarvan 600 vrouwen".

De hervorming die tot stand gebracht is door de wet van 29 december 1975, waaruit deze bepaling voortkomt, gaat ervan uit dat bepaalde taken van de rijkswacht een bijzondere bekwaamheid en aanleg vereisen, "die de vrouw in duidelijk hogere mate (zou bezitten) dan de man". Voor de vrouwen zouden bijgevolg een aantal taken moeten worden weggelegd welke de Minister van Landsverdediging als volgt heeft geschetst :

- de toepassing, op het niveau van de politionele actie, van de wetgeving op de jeugdbescherming;
- de preventie van de jeugddelinquentie;

.../...

- het vaststellen van inbreuken gepleegd door vrouwen of minderjarigen en het uitvoeren van de onderzoeken in dat verband;
- het overbrengen van vrouwen en kinderen in opdracht van het gerecht (1).

Ongetwijfeld heeft eerst de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht (artikel 47) de Koning gemachtigd tot het bepalen van "de functies die het vrouwelijke personeel kan uitoefenen". Dit is hierdoor te verklaren, dat de wetgever deze aangelegenheid wilde regelen voor de krijgsmacht in haar geheel, terwijl de wet van 29 december 1975 alleen op de rijkswacht betrekking had. Uit de parlementaire voorbereiding van laatstgenoemde wet, vooral uit de aangehaalde passus uit het verslag van de Commissie voor de Landsverdediging van de Senaat, blijkt niettemin dat de wetgever, door de wet van 29 december 1975 aan te nemen, een samenhang zag tussen het aantal voor het operationeel korps van de rijkswacht in aanmerking komende vrouwen en het aantal betrekkingen waarvoor zij op grond van hun geslacht speciaal geschikt konden worden geacht, of, omgekeerd, het aantal betrekkingen dat voor mannen moest worden voorbehouden.

Met andere woorden, de cijfers uit artikel 13, § 1, eerste lid, lijken in het bestek van de wet van 29 december 1975 de uitkomst te zijn van een forfaitaire raming van het

.../...

(1) Verslag namens de Commissie voor de Landsverdediging van de Senaat uitgebracht door de heer LECLUYSE (Senaat 1974-1975, gedr. st. nr 627/2, blz. 5).

aantal betrekkingen "waarvoor het geslacht een doorslaggevende voorwaarde vormt wegens de aard of de uitoefeningsvoorwaarden ervan", waardoor meteen al tegemoet gekomen wordt aan de interpretatie welke in de wet van 4 augustus 1978 gegeven zou worden aan het beginsel van de gelijkheid inzake toegang tot de ambten van de openbare en de particuliere sector.

2. Het ontwerp laat het in 1975 gelegde verband los omdat : deze beschikking (dit wil zeggen artikel 47 van de wet van 13 juli 1976) getoetst aan de werkelijkheid, onuitvoerbaar bleek omdat het niet mogelijk is a priori in een wettelijke of reglementaire bepaling een uitputtende lijst aan te leggen van functies die wel door vrouwen of niet door vrouwen mogen worden uitgeoefend" (1).

De memorie van toelichting bij het ontwerp zegt hieromtrent (blz. 10) :

"Het zal dus met het oog op het vrijwaren van de goede werking van de eenheden en het progressief inzetten van het vrouwelijk personeel voor de verschillende activiteiten, de zorg zijn van het rijkswachtcommando en van de militaire overheden om vrouwelijke personeelsleden niet of nog niet aan te duiden voor bepaalde eenheden of slechts aan te duiden in beperkt aantal".

Het is dus duidelijk - en de Regering zelf is het daarmee eens, zoals gebleken is - dat het ontwerp niet in overeenstemming is met de wet van 4 augustus 1978 en dus evenmin met het beginsel van de gelijkheid zoals dit zeer onlangs door de wetgever geïnterpreteerd is, overigens overeenkomstig de richtlijn van 9 februari 1976 van de Raad van Ministers van de E.E.G. en een eenstemmige rechtspraak.

.../...

(1) Memorie van toelichting, blz. 6. Op bladzijde 10 zegt de memorie onder verwijzing naar het "rechtstreeks verband" dat artikel 122 van de wet van 4 augustus 1978 legt tussen de "betrekking" of "beroepsactiviteit" en "de toegangsvoorwaarden", dat om die reden het bedoelde artikel "geen geschikte basis voor de uitvoering van het Regeringsbeleid" is.

3. Dat het moeilijk is een lijst aan te leggen "van functies die wel door vrouwen of niet door vrouwen mogen worden uitgeoefend" kan niet worden betwist, omdat men - de memorie van toelichting wijst erop - in het onzekere tast over de gevolgen van de wisselwerking tussen de polyvalentie van de betrekkingen in de eenheden waaruit het operationeel korps van de rijkswacht bestaat en de geringe ervaring die in België en in het buitenland is opgedaan ten aanzien van "de bijzondere psychologische uitwerking die van gewelddadige confrontaties uitgaat als ook (van) de mogelijke reacties van de bij de feiten betrokken personen op het politieoptreden" (1), gesteld dat vrouwen met zodanige opdrachten worden belast.

Indien echter het aanleggen van die lijst, zelfs bij wijze van proef, werkelijk onmogelijk mocht worden gemaakt door de polyvalentie van de betrekkingen in de eenheden van het operationeel korps van de rijkswacht, zou daaruit moeten worden besloten dat alle betrekkingen voor mannen moeten worden voorbehouden, hetgeen het ontwerp niet voorstelt. In dezelfde veronderstelling kan trouwens de vraag worden gesteld hoe het rijkswachtcommando, zonder aan willekeur te doen, vrouwelijke personeelsleden zou kunnen aanstellen in betrekkingen die het niet vooraf als niet voor mannen bestemd heeft aangewezen of gewoon beschouwd. De bedoeling van de Regering is nochtans, zodanige aanstellingen aan het rijkswachtcommando op te dragen (2).

(1) Memorie van toelichting, blz. 8.

.../...

(2) Zie de hiervoren aangehaalde passus uit de memorie van toelichting (blz. 10).

In de memorie van toelichting tracht de Regering een objectieve grondslag te geven aan de regeling die zij wil handhaven. Zij stelt onder meer : "Gekend wat het mannelijk personeel betreft, zijn onder meer de bijzondere psychologische uitwerking die van gewelddadige confrontaties uitgaat alsook de mogelijke reacties van de bij de feiten betrokken personen op het politieoptreden, het helemaal niet wat het vrouwelijk personeel betreft" (sic). De Regering verklaart nog "dat de fysieke weerbaarheid van een mannelijke entiteit... nog steeds hoger ligt dan deze van een uitsluitend vrouwelijke entiteit".

Met die uitspraak doelt de Regering allicht niet op het geheel van de functies die met een betrekking overeenstemmen maar toch op bepaalde opdrachten of taken. Zoals uit het hiervoren uiteengezette blijkt, kan de bevoegde overheid zich uitsluitend op de aard van de activiteit of van de voorwaarden waarin deze wordt uitgeoefend baseren om verschillende regels te stellen voor mannen en vrouwen.

De in de memorie van toelichting aangehaalde redenen zijn echter zo vaag, dat zij de regeling van het ontwerp in genen dele vermogen te verantwoorden.

Wil men tot een samenhangende regeling kunnen komen die met het beginsel van de gelijkheid van de geslachten bestaanbaar is, dan zal men moeten onderzoeken welke taken in de opdrachten van de rijkswacht te onderscheiden zijn en op grond van objectieve maatstaven uit-

.../...

maken welke van die taken onverschillig aan vrouwen of aan mannen kunnen worden toevertrouwd, welke voor mannen en welke voor vrouwen moeten worden voorbehouden. Hoe moeilijk dat taakonderzoek ook moge zijn, het kan niet worden ontweken wil men het beginsel van de gelijkheid van de geslachten eerbiedigen in een stelsel waarin de personeelsleden van beide geslachten niet in gelijken getale in aanmerking komen.

Uit de artikelen 67 en 78 van de Grondwet volgt dat de wetgever niet alle bepalingen hoeft vast te stellen die vereist zijn voor de rechtsregeling ter zake van een bepaalde materie maar dat hij, na de grondregels te hebben vastgelegd, de uitwerking daarvan kan overlaten aan verordeningen, tot het vaststellen waarvan de Koning bevoegd is.

Dat is overigens de bevoegdheidsregeling die volgt uit artikel 122 van de wet van 4 augustus 1978. Zij zal het mogelijk maken de opneming van vrouwen in het operationeel korps van de rijkswacht te laten verlopen met de soepelheid en de geleidelijkheid welke de Regering wenselijk acht en die de redenen zijn waarom de wetgever niet zelf bepaalt welke betrekkingen voor de personeelsleden van het ene en van het andere geslacht moeten worden voorbehouden. Het ontwerp behoort derhalve in dat opzicht te worden herzien.

De hiervoren gemaakte opmerkingen gelden vanzelfsprekend, om dezelfde redenen, voor de krijgsmacht in haar geheel (artikel 19 van het ontwerp).

.../...

II. Het ontworpen artikel 11, § 3, (artikel 6 van het ontwerp) bepaalt :

"Alle kandidaten moeten houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift van lager secundair onderwijs of van gelijkwaardige studiën. De Minister van Landsverdediging bepaalt de gelijkwaardigheid van de bij deze paragraaf bedoelde diploma's en studiegetuigschriften".

Reeds in zijn advies L. 13.280/2 van 28 februari 1979 over het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht heeft de Raad van State erop gewezen dat een regeling die werkt met het enige begrip diploma of studiegetuigschrift "van studies van het middelbaar onderwijs van de lagere graad" niet in overeenstemming was met de structuren van het secundair onderwijs zoals die volgen uit de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs en uit het koninklijk besluit van 30 juli 1976 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs.

In het advies werd onder meer opgemerkt :

"De lagere cyclus met drie leerjaren blijft weliswaar bestaan in de mate dat het traditionele secundair onderwijs - voortaan "secundair onderwijs van het type II" genoemd - behouden blijft (zie het genoemde koninklijk besluit van 30 juli 1976, inzonderheid artikel 26, § 1), het vernieuwd onderwijs - "secundair onderwijs van type I" genoemd -, waarin de wet van 19 juli 1971 voorziet en dat bij het koninklijk besluit van 31 juli 1975 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs en nadien bij het reeds aangehaalde koninklijk besluit van 30 juli 1976 georganiseerd is, bestaat echter "uit drie graden van twee jaren" (wet van 19 juli 1971, artikel 2, § 1).

.../...

Die twee types van onderwijs bestaan naast elkaar. Het enige artikel van het ministerieel besluit van 5 januari 1976 betreffende de rijksinrichtingen voor secundair onderwijs bepaalt : "In de rijksinrichtingen voor secundair onderwijs van type II die op 1 september 1975 bestonden zal de structuur van het onderwijs geleidelijk van jaar tot jaar gewijzigd worden om in overeenstemming gebracht te worden met de bepalingen van de artikelen 2 en 4 van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, en dit ten laatste van het schooljaar 1978-1979 af". Daarentegen blijkt uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 19 juli 1971 dat "de wetgever de regeling van het vernieuwd secundair onderwijs in geen deele aan het gesubsidieerd onderwijs heeft willen opleggen" (Raad van State, arrest nr. 18.939 van 27 april 1978 inzake MARCO en VANDENDOREN)".

Het ligt stellig niet in de bedoeling van de Regering de kandidaten uit het secundair onderwijs van type I anders te behandelen dan die uit het secundair onderwijs van type II, vooral daar dat verschil in behandeling in strijd zou zijn met het "schoolpact", want secundair onderwijs van type II zal weldra nog alleen in het gesubsidieerd onderwijs bestaan.

Volgens het ontwerp kan de Minister van Landsverdediging weliswaar bepaalde diploma's of studiegetuigschriften gelijkwaardig verklaren met het diploma of studiegetuigschrift van lager secundair onderwijs. Dit neemt niet weg dat de aangehaalde discriminatie blijft bestaan tussen de twee onderwijstypes, waarvan slechts één (het type II) getuigschriften zou afgeven die van rechtswege geldig zijn, gewoon uit kracht van de ontworpen wet. Het is zaak van de wetgever zelf, te bepalen welk getuigschrift van lager secundair onderwijs van type I de daaruit voortgekomen kandidaten toegang zal verschaffen tot de cyclussenopleiding tot keuronderofficier of tot lager onderofficier.

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN.Artikel 2.

Het zinsdeel "tot wijziging van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het rijkswacht-personeel van het actief kader en van sommige andere wets-bepalingen" moet vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 15 van het ontwerp.

Artikel 3.

In het eerste lid van de voorgestelde paragraaf 2, vervange men de woorden "zoals bepaald bij" door "overeen-komstig".

Het tweede lid van deze paragraaf zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"De Koning bepaalt de regels die van toepassing zijn in geval van afwijzing bij dat examen".

Artikel 6.

Dit artikel moet worden herzien om de redenen die zijn opgegeven in de algemene opmerking nr. II.

.../...

Artikel 9.

Onder 2° van de Franse tekst van het ontworpen artikel 20bis leze men "... si l'intéressé ...".

Artikel 11.

In overleg met de gemachtigde officier wordt de volgende tekst voorgesteld voor het ontworpen artikel 34bis :

"Artikel 34bis.-

Het verlies van de Belgische nationaliteit heeft slechts onder de voorwaarden, bepaald in artikel 20bis, de definitieve ambtsontheffing tot gevolg".

Artikel 13.

In het ontworpen artikel 54octies kan de Franse tekst beter, en meer in overeenstemming met de Nederlandse, als volgt worden gelezen :

"Le membre du personnel féminin qui est en état de grossesse ou qui allaite son enfant ne peut pas effectuer de travail supplémentaire".

Artikel 15.

In de Franse tekst kan beter, en meer in overeenstemming met de Nederlandse, worden gelezen :

.../...

"§ 5. Le membre du personnel féminin auquel son emploi ou la qualité d'élève ... (voorts zoals in het ontwerp)".

+

Het opschrift van hoofdstuk II kan beter als volgt worden gelezen :

"Wijziging van andere bepalingen".

+

Artikel 16.

De Raad van State moge erop wijzen dat, zoals hij reeds opmerkte in zijn advies L. 12.912, "... de wijziging naar de datum 6 mei 1888 zonder enig nut lijkt te zijn".

Artikelen 18 en 19.

Deze artikelen moeten worden herzien om de redenen die zijn opgegeven in de algemene opmerking nr. I.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

H. ROUSSEAU,
Ch. HUBERLANT,

P. DE VISSCHER,

L. MATRAY,

Madame : J. TRUYENS,
Mevrouw :

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la section de
législation,
bijzitters van de afdeling
wetgeving,

greffier.
griffier.

La concordance entre la
version française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous
le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté
par M. J.-C. GEUS, auditeur.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. J.-C. GEUS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS.

P. TAPIE.